

Tous les français devraient dire merci au "looking for Sarko"

Oui merci pour : le "travaillez plus pour...gagner moins",
l'explosion de la dette (+ 612 milliards),
l'augmentation du chômage (+ 1 million en 5 ans),
l'augmentation de la violence aux personnes (+ 21 %),
les cadeaux aux plus riches et l'argent perdu par l'Etat (75 milliards par an pendant 5 ans),
la multiplication des taxes pour tout le monde (24 depuis 2007),
la prolifération de la pauvreté (+ 337 000 pauvres en France),
l'abandon de l'éducation (80 000 postes supprimés),
la dégringolade de la liberté de la presse (la France classée 44^e mondiale),
la hausse du pouvoir d'achat ???,
le déremboursement des médicaments qui n'a pas sauvé la sécu (+ 8,7 milliards de déficit),
la réforme des retraites qui n'a pas solutionné son financement,
l'augmentation du nombre de riches et l'accroissement de leur patrimoine,
la disparition des SDF ???,
la rupture ???,
la république irréprochable ???,
la croissance que vous deviez aller chercher avec les dents (0 % en 5 ans),
le déficit commercial (+ 36 milliards en 5 ans),
la désindustrialisation du pays (- 350 000 emplois depuis 2007),
la précarité au travail (de + en + de salariés deviennent pauvres),
la répression financière sur les routes et l'absence de prévention,
l'image de la France à l'étranger (regardez "looking for Nicolas Sarkozy",
la signature du traité de Lisbonne contre l'avis des Français,
la division orchestrée des Français,
la fin de l'immigration clandestine ???,
le nettoyage des cités au Kärcher ???,
vos incessants déplacements ultra sécurisés avec partisans réquisitionnés qui agitent leurs drapeaux et accès interdit aux contestataires (quelle démocratie),
votre avion à 21000 € l'heure de vol,
vos vœux qui n'en finissent pas (non vous n'êtes pas en campagne),
vos incessants changements d'avis,
de loin le président le plus
et merci pour tout ce que l'UMP nous promet si Sarkozy est réélu :
fin des 35 heures
suppression de la 5^e semaine de congés payés
augmentation de la TVA, et tellement d'autres gentilles pour le peuple.

Retrouvez cette publication sur : <http://acidezzone.com>



Y'en a marre

N°060

Sarkozy = 196 milliards de recettes en moins en 2009 et 5 années de pertes de recettes non compensées

Comment et de combien Sarkozy nous a endetté ?

Sarkozy c'est 196 milliards de recettes en moins en 2009 et 5 années de pertes de recettes non compensées

En France, nous n'avons pas de problème de dette, nous avons un problème Sarkozy. C'est un problème, non pas de dépenses en trop, mais de recettes en moins.

On nous raconte des fables : « l'état ne doit pas dépenser plus que ce qu'il gagne », « on dépense trop », « on vit au-dessus de nos moyens », « on doit réduire les dépenses publiques » Autant de bêtises absolues véhiculées par des incompetents aux ordres. Autant de clichés pour tromper les gogos qui ne réfléchissent pas plus loin que le bout de leur nez.

La vérité est que c'est l'État qui fixe lui-même (à la différence d'un ménage) ses propres moyens et c'est la droite qui a vidé consciemment les caisses publiques en diminuant les impôts des ménages les plus riches et des sociétés. La vérité c'est que les dépenses publiques ont baissé de 1996 à 2008, et que ce n'est naturellement pas la source de l'énorme dette voulue, provoquée, organisée par Sarkozy. La source principale des 23 points supplémentaires de dettes causés par Sarkozy provient de la baisse des recettes, pas de la hausse des dépenses.

Selon le Conseil des prélèvements obligatoires (« Entreprises et niches fiscales et sociales », octobre 2010) : les 3 principales niches fiscales (elles concernent toutes les trois l'impôt sur les sociétés et avantagent les grands groupes), créées par la droite avant 2007, sont :

- Régimes des sociétés mères et filiales : coût de 34,9 milliards d'euros pour l'année 2009.

- Régime d'intégration fiscale : coût de 19,5 milliards d'euros pour l'année 2009.

- Niche Copé (taxation à taux réduit des plus-values à long terme provenant de cession de titres de participation : 8 milliards d'euros en 2009.

Pour ces trois niches fiscales : un manque à gagner de 62,4 milliards d'euros.
Si l'on ajoute le coût (selon la Cour des comptes) des 3 niches fiscales ajoutées par Sarkozy :

- Heures supplémentaires : 4,5 milliards d'euros.

- TVA réduite sur la restauration : 3,5 milliards d'euros.

- Passage du bouclier fiscal à 50 % des revenus déclarés : 0,7 milliards d'euros.

Soit 8,7 milliards d'euros pour ces trois niches fiscales.

Au total pour les 6 niches fiscales : 71 milliards d'euros. A comparer avec le plan de rigueur de 8 milliards d'euros.

Il faudrait ajouter à cela la baisse de l'impôt sur le revenu due à la diminution du nombre de tranches (de 13 avant 1986 à 5 aujourd'hui), au passage de la tranche supérieure de 65 % (avant 1986) à 41% aujourd'hui.

Coût pour les finances publiques : 15 milliards d'euros en 2009.

Il ne faudrait pas oublier la baisse du taux de l'impôt sur les sociétés (avant même les niches fiscales) : de 50 % à 34,6 % aujourd'hui.

Coût pour les finances publiques : 20 milliards d'euros en 2010 (Rapport de la Cour des comptes 2010).

Au total : 71 + 35 = 106 milliards d'euros en une année.

Niches sociales : 42 milliards d'euros d'exonérations de cotisations sociales en 2009 (Rapport du Sénateur de droite Jean-Jacques Jégou au nom de la commission des finances du Sénat – 2010)

Intérêts payés aux détenteurs de la dette publique : 48 milliards d'euros en 2009.

Au total : 106 + 42 + 48 = 196 milliards d'euros en 2009 alors que le déficit public (État, Sécurité sociale, Collectivités territoriales, organismes centraux) s'élevait à 145 milliards d'euros.

Contre le discours dominant sur la dette publique

Il y a deux manières de raconter ce qui se passe en Europe. Selon le storytelling dominant, nous avons trop dépensé. Experts et éditorialistes devisent sur la France qui, comme les autres pays dépensiers, "*vit depuis plus de trente ans à crédit*". L'enjeu pour la gauche serait seulement de "*donner du sens à la rigueur*" en attendant de "*relancer la croissance*".

Ce scénario semble aussi évident que l'air que nous respirons. Il est pourtant contraire aux principaux chiffres officiels, et une narration alternative apparaît mieux fondée. Ainsi selon le rapport sur "La dépense publique et son évolution", publié par Bercy, la part des dépenses publiques dans le PIB français est passée de 52,8 % dans les années 1990 à... 52,9 % dans les années 2000.

Si les déficits et la dette ont flambé, ce n'est pas du fait d'une envolée des dépenses, mais à cause d'une réduction des recettes. Le manque à gagner annuel dû aux exonérations et baisses d'impôts consenties dans les années 2000 est chiffré par Gilles Carrez, député UMP et rapporteur du budget, à plus de 100 milliards d'euros. Et la crise financière a provoqué une chute brutale des recettes publiques déjà érodées par cette contre-révolution fiscale. Cette dette est celle de la finance et du néolibéralisme, pas des assurés sociaux ni des citoyens.

Deux narrations aussi contradictoires de l'histoire de la dette publique déterminent deux réponses antagoniques. Selon l'histoire officielle, une cure sévère d'amaigrissement budgétaire s'impose, sans débat autre que sur les modalités, pour que la France restaure ses finances publiques et que ses entreprises redeviennent compétitives. Dans la narration alternative, à l'inverse, la clé de la situation réside dans une réforme fiscale redistributive, couplée à une cure amaigrissante et une mise sous tutelle... du secteur financier.

En outre, la réforme fiscale, qui permet de réduire le déficit courant, n'épongera pas la dette : les intérêts versés en 2011 aux rentiers - ceux-là mêmes qui ont bénéficié des baisses d'impôts - se montent à 50 milliards d'euros, avant même la prochaine perte du triple A et de probables hausses des taux exigées par les marchés.